



## **DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT EDUC'ACTION DE L'ACADEMIE DE NICE**

**Comité Technique Académique**

**Visioconférence, le 10 juin 2021**

Tout d'abord, la CGT Educ'Action souhaite commencer par rendre hommage aux collègues qui, pour l'honneur de leur métier et pour la haute estime qu'ils ont de leur mission, continuent, toujours, de se mobiliser contre les DGH indignes. Dans le Var, ils se sont constitués en Comité d'Etablissement à la fin de l'hiver. Ce comité est soutenu par les organisations syndicales CGT, FO, SNES, Sud mais aussi, et c'est remarquable, par la FCPE. Il regroupe à ce jour 20 collèges et lycées qui refusent désormais le jeu de dupe dans lequel chaque établissement se défend et s'entend dire qu'on sera attentif à SA situation.

A la place, ils ont choisi d'être solidaires car nous souffrons tous du même mal, car la solution est collective et politique. Rajouter dans l'été deux heures par-ci ou par-là n'est plus un atout dans votre jeu. Au travers des nombreuses initiatives, nous nous mobilisons ensemble pour gagner le rétablissement des classes et des postes et des 212 millions du budget 2020 rendus par le Ministre Blanquer à Bercy. Nous voulons le recrutement massif de professeur.es, de professeur.es remplaçant.es, de personnels AED, AESH, assistant.es sociaux.les, Psy-EN, personnels administratifs, infirmier.es, médecins scolaires... qui manquent cruellement dans le Var et partout ailleurs. Ils sont indispensables pour permettre le droit à l'Education de notre jeunesse.

Notre Comité est une initiative inédite sur notre territoire, c'est un collectif puissant, organisé et notre orgueil c'est qu'il vive au moins aussi longtemps que les politiques d'austérité qui portent atteinte au service public que nous rendons et que nous défendons. Aussi, je m'en fais le relai auprès de vous Monsieur le Recteur, le Comité est déterminé à rencontrer le Ministre avant les congés scolaires.

Toutefois, je ferai une remarque personnelle ici, pour dire qu'après avoir rencontré Ministres, Recteurs, DASEN, Dir. Cab. j'en suis arrivé, il y a longtemps déjà, à la conclusion suivante : la seule ambition que se fixe l'institution c'est de garder les enfants. Et tout autour, les gouvernants se succèdent pour construire une petite histoire selon laquelle l'Ecole est là pour instruire, éduquer, combattre les déterminismes sociaux. C'est une post-vérité. Hélas. Ou plutôt heureusement, dans l'optique de nos combats en cours et de ceux que nous mènerons, nous sommes de plus en plus nombreux à comprendre la réalité du projet.

Croyez bien que nous ne saurions nous résigner car sous l'immondice des réformes et l'austérité budgétaire nous n'abandonnons pas nos idéaux de justice sociale fondateurs de notre engagement dans la fonction publique.

Comme je vous le disais lors de notre rencontre du 6 avril, c'est pénible d'avoir toujours raison. A ce titre, nous souhaitons vous parler de la très prévisible non-fin d'année scolaire en LGT. Certes, il y a le contexte sanitaire, mais même sans cela, structurellement, ce que nous vivons était écrit d'avance. La démobilisation des classes de terminale depuis le 20 mai est quasi-totale. Un réel exploit accompli par le ministre : raccourcir l'année scolaire d'un mois ! Parcoursup, les réformes du lycée et du baccalauréat sacrifient l'Education sur l'autel de la sélection à tout-prix et de l'urgente absurdité de valider l'essentiel du cycle terminal dès le mois de mars de l'année de terminale. Elles sacrifient aussi des garanties sociales pour de futurs salariés en atomisant un diplôme qui était une sécurité pour les travailleurs.

Nous les avons prédites aussi, et c'est arrivé, ce sont les insupportables pressions sur les notes -allant jusqu'au menace de procès- exercées par des familles, des élèves, des proviseurs parfois, que doivent supporter les collègues avec l'intégration du contrôle continu dans l'obtention du « nouveau bac » [entre guillemets]. C'est une remise en cause catastrophique et permanente de notre professionnalisme, une atteinte sans précédent à notre liberté pédagogique. Plutôt que de fabriquer des élèves à qui on donne le temps et la chance de progresser, de se construire, d'élever leur niveau, on nous demande de fabriquer des consommateurs de note sous pression -parent et enfant- à cause d'une exigence permanente d'évaluation sommative à chaque fois lourde de conséquence.

Nous pouvons regretter, sans doute, le relativisme et l'attentisme de nombreux collègues poussés par le dénigrement général de ce « vieux diplôme » [encore une fois entre guillemets] à l'orée de ses réformes. Ils ne partageaient pas vraiment nos prédictions. Mais aujourd'hui, à la lueur des choses éprouvées, ils nous rejoignent pour se lamenter et surtout pour militer pour le retour à un baccalauréat républicain, c'est-à-dire national et anonyme.

Puis, concernant le lycée, et cela fera un lien avec ce que j'exprimai plus haut sur l'absence totale d'ambition scolaire, nous aurons en première et en terminale l'an prochain des élèves qui auront été absents des classes pendant 8 mois au cours des deux années scolaires écoulées. Rien n'est prévu pour eux. Aucun aménagement des programmes, aucun allègement de classe ou dédoublements supplémentaires. C'est d'ailleurs tout le contraire. La méthode Coué que s'applique notre institution est honteuse. On ne peut prétendre que tout ira bien, on ne peut prétendre que le distanciel ait été une continuité pédagogique. On peut affirmer en revanche que ce sont des générations sacrifiées par la réforme, par la Covid et que le « quoi qu'il en coûte » ce n'était pas pour eux. Ce n'était pas non plus pour les étudiants dans les universités. En revanche, ceux qui ont de l'argent plein les poches s'en sortiront toujours.

Oui, c'est ici aussi le reflet de l'abandon de l'idéal Républicain. On peut affirmer aussi que l'Ecole n'est pas plus grande que celles et ceux qui la font dans les classes et qui tiennent tout - et toujours- à bout de bras alors qu'ils essuient un niveau de mépris de leur employeur et de la société qui a rarement été égalé. Les vraies conclusions du « Grenelle », pas celles qu'on donne à manger à la presse et au public, ne feront qu'exacerber cela.

Dans le marasme de cette année scolaire, les LP et les SEP sont souvent passés pour la cinquième roue du carrosse des préoccupations ministérielle. Sans doute parce qu'ils sont dans l'antichambre de leur liquidation. C'est en tout cas la conclusion que la CGT a tiré du GT Régional du 28 mai sur la carte des formations. Pour nous, cette pseudo-logique de réseau mettra à mort les LP. Parce qu'en dépit du discours qui prétend « simplement » rationaliser l'offre des LP, les faibles coller avec l'économie d'un territoire pour faciliter l'accès à l'emploi des jeunes, ont tissé structurellement une toile où les formations publiques et privées sont mises en complémentarité, sur un même pied d'égalité, donc en concurrence, et tout ça sous la houlette des politiques locaux, des politiques locales régionales.

« Rationaliser » est devenu un néologisme néo-libéral pour nous faire basculer de plain-pied dans un marché de la formation qui devra, par exemple, nous obliger à accueillir davantage d'apprentis dans le système scolaire. Parce qu'après nous avoir dit que l'objectif était de proposer dans notre giron toutes les solutions pour nos jeunes, les intervenants ont vite avoué que l'objectif était d'abord d'éviter leur fuite vers des officines. Jamais l'intérêt éducatif pour les élèves n'y fut abordé. Jamais les modalités relatives à cette mixité des publics n'ont été abordées car elles sont certainement inavouables.

On ne peut pas prétendre subir une situation que les différents gouvernements ont générée avec cette promotion forcenée pour l'apprentissage. Plutôt que d'aider les jeunes à poursuivre le plus longtemps possible en formation initiale, l'option choisie est de s'adapter à la pauvreté et à la précarité et les envoyant au turbin pour gagner 4 sous. Une chair à patron qui méconnaît ses droits sociaux. C'est l'aboutissement de la réforme Darcos du Bac Pro 3 ans qui a tronqué les contenus professionnels et de la réforme Blanquer qui démolit la culture générale.

Pour en venir à la formation professionnelle, nous voulons ici aussi rendre hommage. La CGT rend hommage au haut-niveau d'auto-formation des professeurs des écoles et instituteurs cette année. En effet à défaut d'avoir des infirmier.es scolaires en nombre dans les écoles, les équipes pédagogiques ont ajouté une nouvelle corde à leur arc : elles sont devenues expertes sur les plans sanitaire et médical. Experts en matière de gestion du matériel puisqu'elles sont allées chercher elles-mêmes les masques dans les circonscriptions, puis ont organisé leur distribution. Elles ont acheté sur les deniers des écoles des boîtes de masques pour enfant car trop peu ont été donnés. Les équipes sont devenues expertes des auto-tests et tests salivaires dont elles ont dû gérer l'organisation dans les écoles. Elles sont devenues expertes aussi sur les notions de cas contacts car visiblement l'Education nationale ne s'est pas mise d'accord sur ce terme à travers les différents protocoles et a laissé très souvent les équipes seules pour gérer les cas de covid dans les écoles et les conséquences que cela entraînait. Très souvent les équipes ont dû faire face aux ordres puis contre-ordres, les décisions du médecin scolaire qui ne sont pas en accord avec l'ARS ou inversement, prévenir les parents et faire des attestations à ceux dont les enfants sont cas contacts etc... Cela mérite sans doute plus qu'un badge.

En fait, c'est toute l'Ecole de la Confiance qui est une post-vérité. En fait, elle est synonyme de « débrouillez-vous avec ce qu'on vous donne ou plutôt ce qu'on ne vous donne pas, on vous fait confiance ». C'est cette réalité-là que ressentent les personnels, tous les personnels, et qui résonne comme un abandon général.

Même si nous ne saurions pouvoir être davantage exhaustifs ici et maintenant, les constats sont graves et nous devons les exprimer au nom de nos collègues. En effet, nous vous prions bien de croire, Monsieur le Recteur, que l'exaspération des personnels déborde.

Maintenant, je conclurai tout de même en soulignant les efforts dans le dialogue social que réalise le Rectorat de l'Académie de Nice. A certains égards, nous faisons peut-être figure d'exception. Depuis votre arrivée, M. le Recteur, la question qui nous occupe ce jour -le plan académique de formation- a fait l'objet de beaucoup d'attention de votre part. Vous nous avez beaucoup sollicité sur le sujet, je crois que vous partagez nombre des constats et des pistes que la CGT a pu développer en CTA, en GT ou dans le CAF. Si nous nous félicitons du dialogue établi, nous ne saurions toutefois nous en contenter. Notre objectif syndical n'est pas que nous nous retrouvions à intervalle régulier pour faire admettre la justesse de nos revendications mais pour que celles-ci s'accomplissent.

A l'exception du premier degré, nous y reviendrons, il est satisfaisant de constater que le PAF évolue dans le bon sens. Toutefois, sur la question de permettre aux personnels d'obtenir des formations qualifiantes, d'accéder massivement à des processus simplifiés de VAE rien ne bouge et nous ne voyons pas poindre de stratégie pour progresser sur cette voie. Or, à côté de cela, on voit grossir l'appétence pour le CPF, en particulier dans des optiques de mobilité professionnelle. Certes, c'est un droit, mais nous l'avons déjà développé ici, c'est aussi un cheval de Troie qui va anéantir financièrement nos formations publiques au profit du privé. Or, selon nous, ce n'est pas un dégât collatéral ou un effet pervers, c'est un résultat politique, un objectif à atteindre. Toutefois, nous voulons bien nous tromper, nous voulons bien avoir tort, pour une fois, mais il est très urgent que vous nous donniez des gages.

*Olivier GERARD*  
*Secrétaire Général Académique de la CGT Educ'Action*